



**ATTESTATION SUR L'HONNEUR - CONTRIBUTION POUR LA JUSTICE ECONOMIQUE**

**Cas n° 1 : Demandeur est une personne morale ou physique de droit privé employant moins de 250 salariés :**

Je soussigné, ....., agissant en qualité de ..... du demandeur ..... atteste, en application de l'article 2 du Décret n° 2024-1225 du 30 décembre 2024 relatif à l'expérimentation de la contribution pour la justice économique, que ..... emploie moins de 250 salariés selon les règles fixées aux articles L. 1111-2 et L. 1111-3 du code du travail applicables aux employeurs de droit privé et que la contribution n'est donc pas due.

**Cas n° 2 : Demandeur est une personne morale ou physique de droit privé employant plus de 250 salariés :**

Je soussigné, ....., agissant en qualité de ..... du demandeur ..... atteste, en application des articles 1er et 3 du Décret n° 2024-1225 du 30 décembre 2024 relatif à l'expérimentation de la contribution pour la justice économique, des éléments suivants :

PERSONNES MORALE OU PHYSIQUE	
Montant de la demande initiale, hors frais de procédure non inclus dans les dépens (en €) *	
Nombre de salariés **	

*\*En cas de pluralité de demandeurs, la valeur totale des prétentions est appréciée séparément pour chacun d'entre eux, lorsque leurs prétentions dépassent le seuil de 50 000 euros*

*\*\*selon les règles fixées aux articles L. 1111-2 et L. 1111-3 du code du travail applicables aux employeurs de droit privé*

PERSONNE MORALE	N-1	N-2	N-3	Moyenne des 3 dernières années
Chiffre d'affaires annuel (en M€) ***				
Bénéfice annuel (en M€) ***				

*\*\*\* les montants tels qu'ils ont été déclarés à l'administration fiscale*

PERSONNE PHYSIQUE	
Revenu fiscal de référence, par part ****	

*\*\*\*\* se référer à l'avis d'imposition sur les revenus le plus récent indiquant le revenu fiscal de référence, par part*

**J'atteste sur l'honneur de l'exactitude des informations communiquées qui permettront au greffier du tribunal des activités économiques d'Avignon de déterminer un éventuel assujettissement à la contribution pour la justice économique et à en calculer le montant le cas échéant.**

Fait à :

Le :

Signature :